

LETTRE DE CONJONCTURE

JUILLET 2023 - N° 2023-3

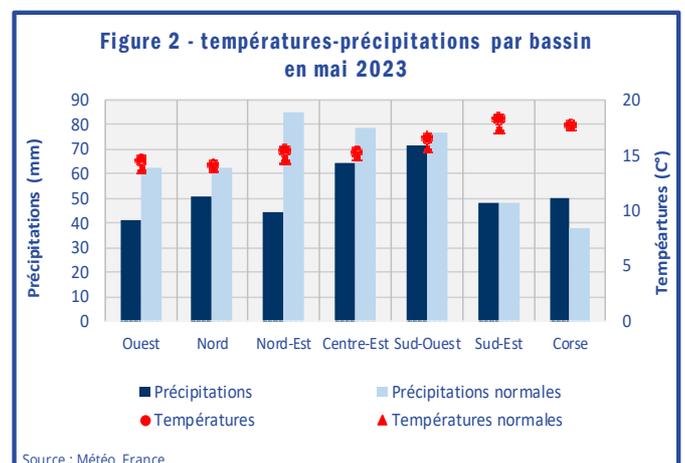
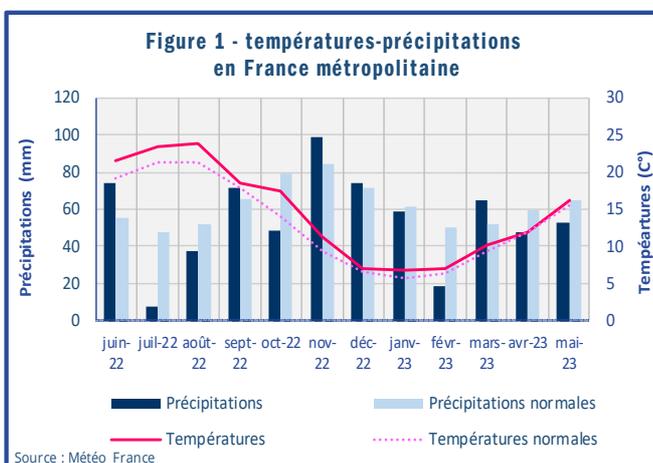
Mars à mai 2023: les prix des produits agricoles et des intrants diminuent globalement

Au printemps 2023, les prix à la production de l'ensemble des produits agricoles diminuent. Ils deviennent même inférieurs à ceux de l'année précédente (- 0,7 % en mars, - 6,1 % en avril, - 9,5 % en mai), pour la première fois depuis décembre 2020. En retrouvant les niveaux précédant le déclenchement du conflit en Ukraine du fait de l'abondance des disponibilités mondiales en fin de campagne 2022-2023 et des bonnes perspectives de récolte pour 2023-2024, les prix des céréales et des oléagineux contribuent fortement au recul global. A l'exception des vins, toujours en repli du fait d'une demande insuffisante, et de ceux de la pomme de terre qui accélèrent, les prix de la plupart des autres produits continuent d'augmenter mais moins fortement que début 2023. Les prix des fruits, des légumes, et surtout des productions animales restent portés par des productions, dans l'ensemble, limitées. Ces hausses s'inscrivent dans un contexte où le coût des intrants agricoles diminue également. Dans le même temps, les prix à la consommation des produits alimentaires ralentissent, tout en restant encore élevés.

Météo : un printemps sans déficit pluviométrique succède à un hiver sec

En France, le printemps météorologique (mars à mai 2023) est contrasté, entre des périodes de grande douceur et des épisodes de fraîcheur marquée début mars, durant la première quinzaine d'avril et à la mi-mai. Les températures sont en moyenne supérieures de 0,6 °C aux valeurs de saison (1991-2020) (figure 1). Le cumul des pluies est proche des normales, le printemps 2023 se démarquant sur ce point de ceux, déficitaires, de 2019 à 2022. Il varie toutefois selon la zone (excédentaire sur une large partie de la moitié Nord, proche des normales dans le Sud-Ouest et déficitaire dans le Sud-Est) et le mois (excédentaire en mars et déficitaire ensuite) (figure

2). De même, début juin, 68 % des nappes phréatiques ont un niveau en deçà des normales, les pluies de l'hiver, période de recharge essentielle, ayant été insuffisantes et celles du printemps étant absorbées en surface par la végétation. Si certains épisodes (vent, grêle, orages) en mai dans le Sud ont parfois réduit les productions de fruits d'été, le potentiel de rendement des grandes cultures semées au printemps n'est à ce stade pas altéré. Au 20 mai 2023, la pousse cumulée des prairies permanentes est excédentaire (+ 12 % par rapport à la référence 1989-2018).



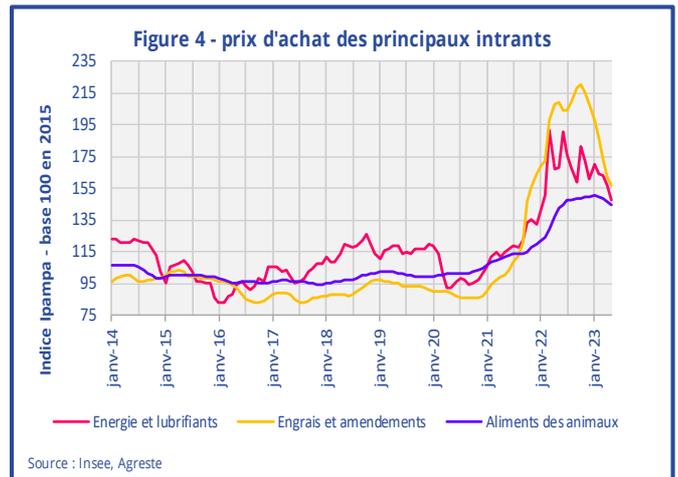
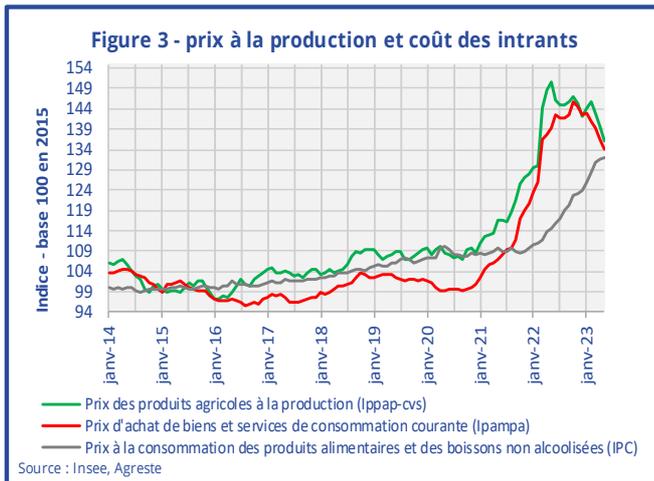
Prix : baisse sur un an des prix à la production des produits agricoles et des intrants

Pour la première fois depuis décembre 2020, les **prix agricoles à la production** diminuent en glissement annuel au printemps 2023 : - 0,7 % en mars, - 6,1 % en avril et - 9,5 % en mai (figure 3). Ils restent toutefois encore élevés, supérieurs en mai de 16,9 % à ceux déjà hauts de 2021 et de 16,0 % aux prix moyens 2018-2022.

Sur cette même période du printemps 2023, les **prix à la consommation des produits alimentaires** et des boissons non alcoolisées augmentent toujours sur un an. Toutefois, depuis avril, ils progressent moins fortement :

+ 14,9 % en mai, après + 15,7 % en avril et + 16,9 % en mars.

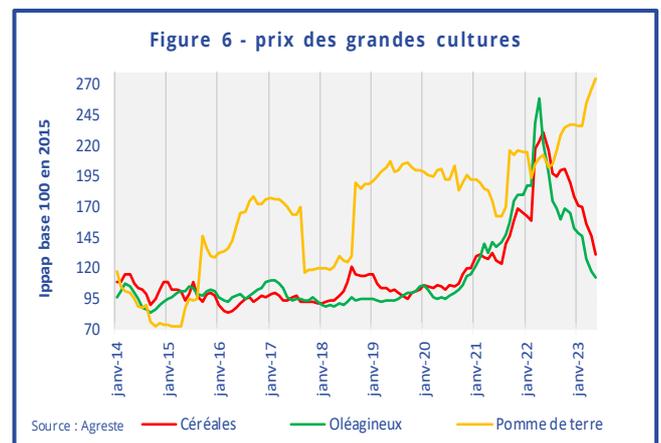
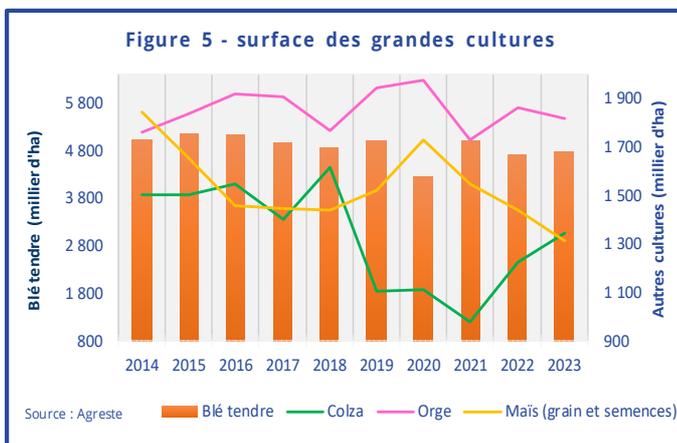
En avril et mai, pour la première fois depuis la fin 2020, les **prix d'achat des consommations intermédiaires** reculent sur un an (- 3,8 % en mai et - 0,8 % en avril, après + 2,0 % en mars) (figure 4). Les prix des engrais-amendements et de l'énergie-lubrifiants baissent nettement par rapport aux niveaux de 2022 tandis que ceux des aliments pour animaux ralentissent. Les prix de ces trois intrants restent cependant supérieurs à ceux de 2021.



Grandes cultures : poursuite de la décrue des prix des céréales et des oléagineux

En 2023, les surfaces de **céréales** sont estimées en France à 8,9 millions d'hectares, en baisse de 1,3 % par rapport à 2022 et de 3,1 % par rapport à la moyenne 2018-2022 (figure 5). La production d'orges d'hiver serait en hausse (+ 7,3 % sur un an) pour la troisième année consécutive. Si la reconduction fin mai du corridor en mer Noire a rassuré les marchés, ce sont surtout les conditions de culture globalement favorables dans l'hémisphère Nord et surtout l'abondance des grains russes et leur compétitivité à l'exportation en fin de campagne 2022-2023 qui ont fait pression à la baisse sur les prix des céréales françaises. Ils retrouvent leurs niveaux d'avant la guerre en Ukraine (- 34,7 % sur un an en mai) mais restent supérieurs de 9,3 % aux prix moyens 2018-2022 (figure 6).

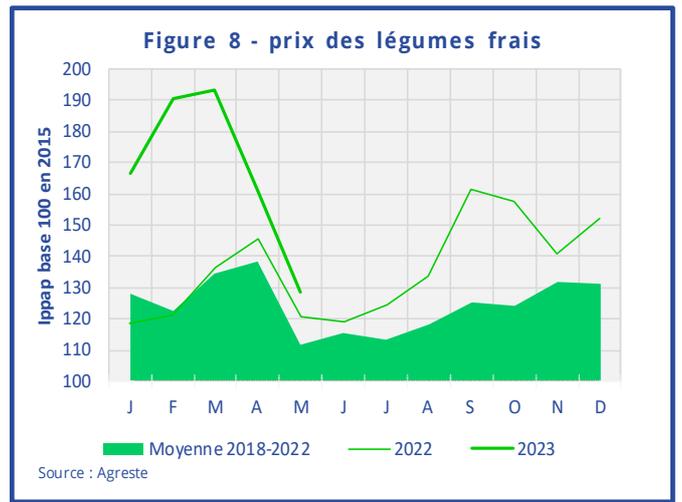
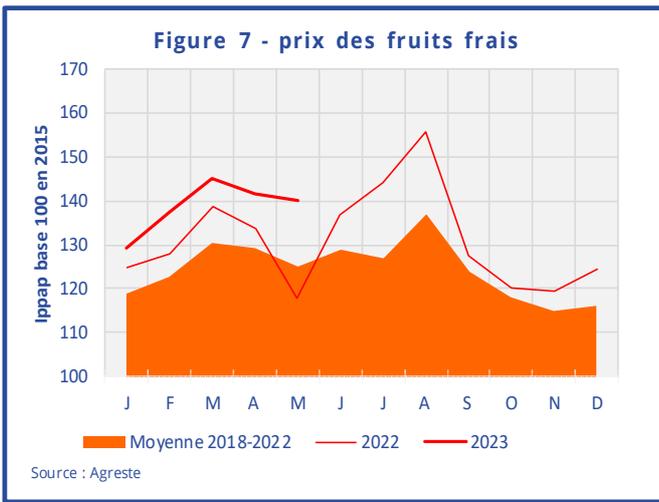
La sole française d'**oléagineux** progresserait de 5,0 % sur un an, notamment pour le colza d'hiver (+ 9,6 %) dont la production est estimée à 4,6 Mt, en hausse de 2,6 %. Du fait de ces perspectives et, plus largement, des disponibilités confortables actuelles et attendues au niveau européen (récolte de colza prévue record depuis 2017-18) et mondial (soja brésilien), les prix des oléagineux continuent de reculer, atteignant des niveaux en deçà de ceux de la fin 2021. En mai 2023, ils sont inférieurs de moitié à ceux de 2022. Les prix des **pommes de terre** restent fermes dans un contexte de transition tendu entre les récoltes limitées de 2022 et les semis prévus quasiment stables en 2023 (- 0,1 %).



Fruits et légumes : des prix fermes en lien avec une météo pas toujours favorable à la production

Au printemps 2023, les prix des **fruits frais** sont nettement supérieurs à ceux de l'année précédente et à la moyenne des prix des cinq dernières années. En mai, les augmentations atteignent respectivement + 19,1 % et + 12,1 % (figure 7). Du fait d'apports limités notamment par les intempéries du printemps et des coûts de production accrus notamment par la pose de filets de protection pour contenir la présence de la mouche *Drosophila suzukii*, les prix des cerises démarrent la campagne de commercialisation en hausse sur un an (+ 10 % en mai). Peu dynamiques en mars et en avril, les prix des fraises se raffermissent en mai (+ 28,0 % sur un an), l'offre étant insuffisante pour répondre à l'ensemble

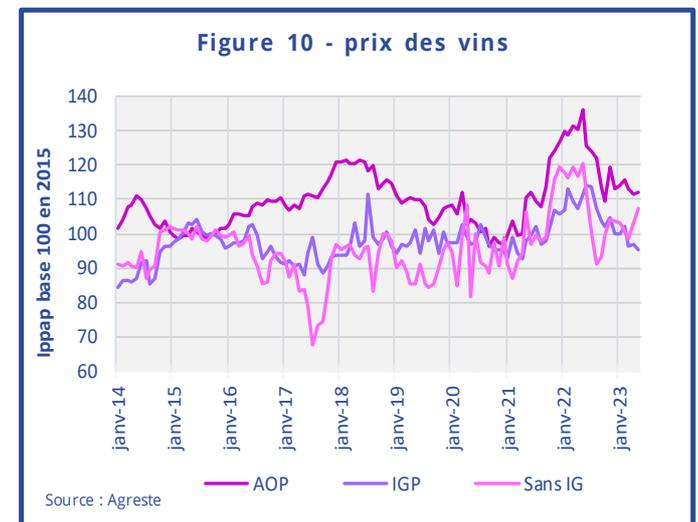
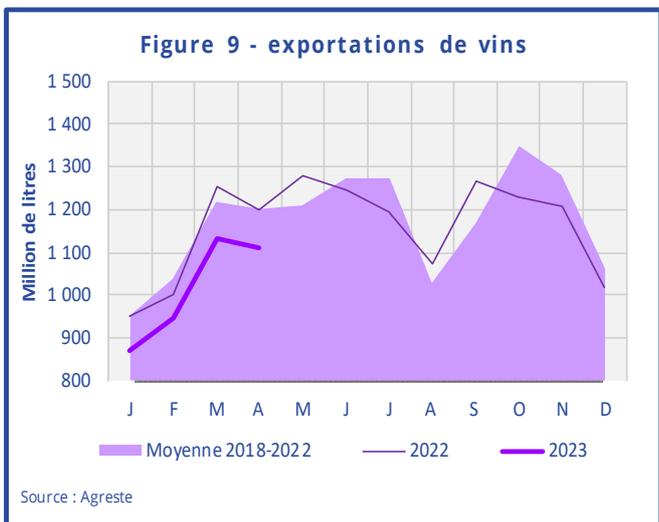
de la demande. Les prix des **légumes frais** continuent d'augmenter sur un an mais ralentissent : + 6,6 % en mai après + 10,8 % en avril et + 41,3 % en mars (figure 8). Ils restent par ailleurs nettement au-dessus des prix moyens sur les cinq dernières années (+ 15,2 % en mai). La plupart des légumes contribuent à la hausse d'ensemble des prix. Les tomates et concombres font exception, leurs cours souffrant d'un manque de dynamisme de la consommation, du fait d'une météo parfois défavorable ou de la concurrence extérieure (tomate marocaine), par rapport à une offre abondante. En mai, les prix des tomates reculent de 16,0 % sur un an et ceux des concombres de 25,0 %.



Viticulture : des prix à la production toujours orientés à la baisse

De février à avril 2023, les exportations françaises de vins restent dynamiques en valeur (+ 2,7 % sur un an en moyenne), mais les tensions inflationnistes mondiales pèsent toujours sur les volumes exportés, inférieurs de 7,7 % à ceux de 2022 (figure 9) et de 9,9 % à ceux de 2019, avant la Covid. Pendant ces trois mois, les volumes exportés reculent plus fortement par rapport à 2022 vers les pays tiers (- 11,8 %) que vers l'UE (- 2,8 %), les exportations vers les principales destinations hors de

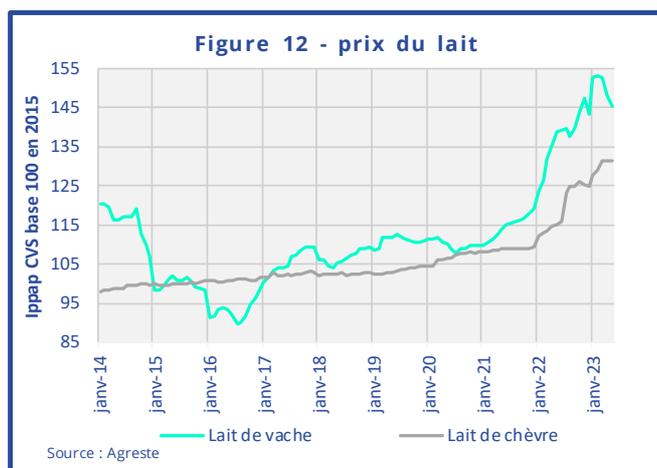
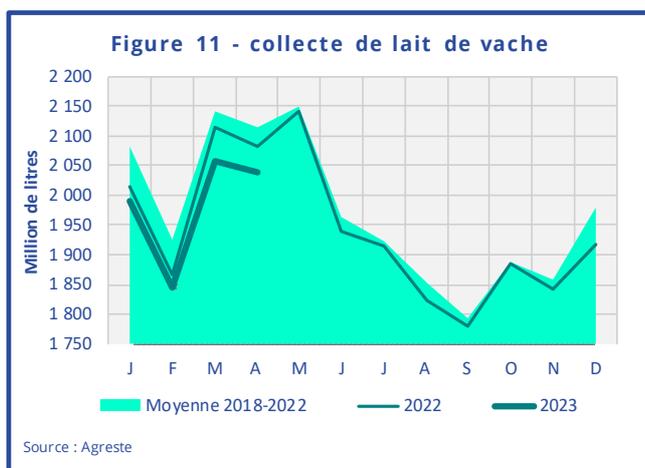
l'Europe (États-Unis, Royaume-Uni et Chine), s'étant réduites nettement. Tous les vins sont concernés par le recul des quantités, y compris le Champagne (- 2,1 %). Dans un contexte, par ailleurs, de ventes en volume toujours en baisse en grande distribution (y c. celles de Champagne), les prix à la production des vins continuent de fléchir sur un an : - 10,7 % en mai, tant pour les vins d'appellation en vrac (- 17,7 %) que pour les autres catégories (- 13,7 %) (figure 10).



Lait : amorce de repli des prix dans un contexte de tassement des prix mondiaux des produits industriels laitiers

Au printemps 2023, la collecte de lait de vache en France poursuit son repli sur un an (- 2,1 % en avril, après - 2,7 % en mars et - 1,2 % en février) (figure 11). La décapitalisation du cheptel continue de peser sur la production de lait. Plus largement, la tendance jusque-là à la hausse dans l'UE et aux États-Unis s'essouffle. Toutefois, la demande mondiale en produits laitiers s'équilibre avec l'offre : elle est freinée par l'inflation et des achats chinois qui n'ont toujours pas retrouvé leur dynamisme de 2021, même s'ils semblent montrer des signes de reprise notamment avec la France. En conséquence, les prix mondiaux et français des produits laitiers industriels, en baisse depuis le 2^d semestre 2022,

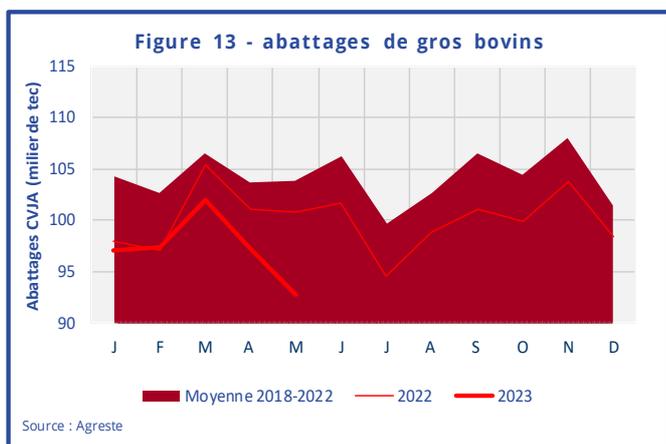
se stabilisent, mais sont en deçà de ceux de 2022. Dans l'UE, les cours sont en baisse depuis le 1^{er} trimestre 2023. En France, le prix du lait de vache payé au producteur français décroche depuis mars (- 1,8 % sur un mois en mai) et ralentit sur un an : en mai, il n'est plus que 4,9 % supérieur à celui de 2022, après + 9,8 % en avril et + 15,7 % en mars. En mai, il dépasse toutefois de 25,6 % la moyenne des prix 2018-2022 (figure 12). Ce ralentissement de prix s'accompagne d'une pression également moins forte des coûts de production (mesurés par l'Ipampa lait de vache calculé par l'Idede) (- 0,1 % en mai 2023 en rythme annuel, après + 2,0 % en avril et + 4,8 % en mars).



Bovins : la baisse des abattages maintient les cours à un niveau élevé

Sur la période de mars à mai 2023, les abattages de bovins (en poids) sont de nouveau en baisse sur un an (- 5,0 % en moyenne), surtout en mai (- 7,8 %) (figure 13). Toutes les catégories sont touchées. C'est la conséquence de l'accélération du repli du cheptel en France et dans l'UE. La faiblesse des disponibilités continue de peser sur les exportations françaises en volume de viande bovine (- 22,2 % en moyenne sur la période de mars à mai par rapport à la même période de 2022). Dans le même temps, malgré un moindre recours aux importations (- 13,9 % en avril, après - 5,1 % en mars

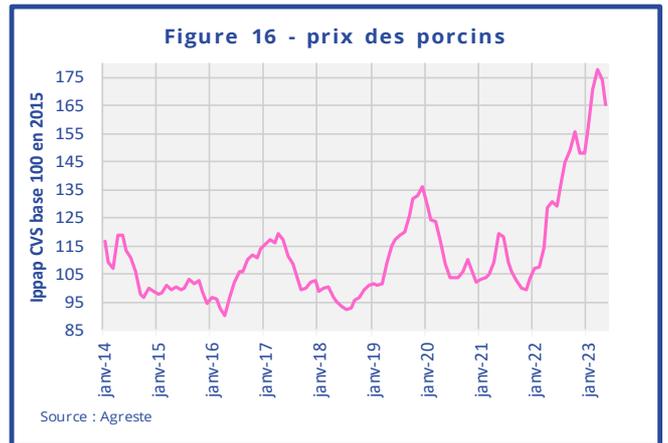
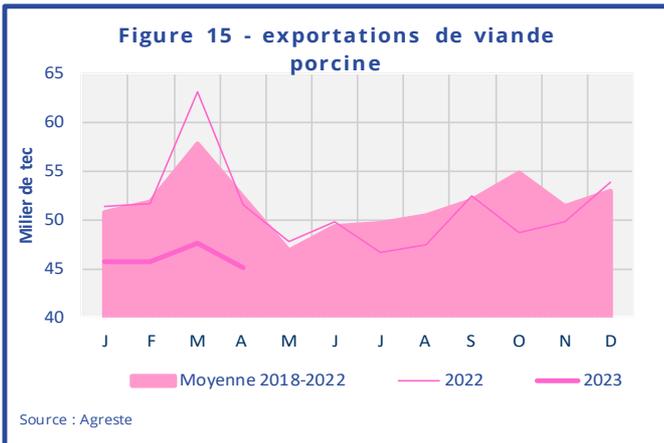
et + 7,0 % en février), le solde extérieur continue de se dégrader. Face à une offre limitée, les prix à la production des bovins restent historiquement élevés mais marquent le pas depuis avril sous l'effet d'un pouvoir d'achat des consommateurs limité par l'inflation. En mai, les cours sont en hausse de 2,8 % sur un an pour les gros bovins et de 7,6 % pour les veaux (figure 14). Parallèlement, la contrainte des coûts de production mesurés par l'Ipampa viande bovine de l'Idede) se détend (- 0,8 % sur un an en mai 2023, après + 1,4 % en avril et + 3,0 % en mars).



Porcins : des prix à la production au plus haut dans un contexte d'offre limitée

Sur la période de mars à mai 2023, les abattages de porcs (en poids) continuent de reculer sur un an (- 6,2 % en moyenne). Le repli est de même ampleur par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années (- 6,0 %). A l'image des disponibilités dans l'UE, l'offre française de viande porcine reste limitée, traduisant notamment l'érosion régulière du cheptel. Partiellement en lien avec le manque de disponibilités européennes, les importations de viande et graisse porcines baissent par rapport à 2022 (en moyenne - 8,3 % sur les trois mois). Dans le même temps, les exportations restent bien en deçà des

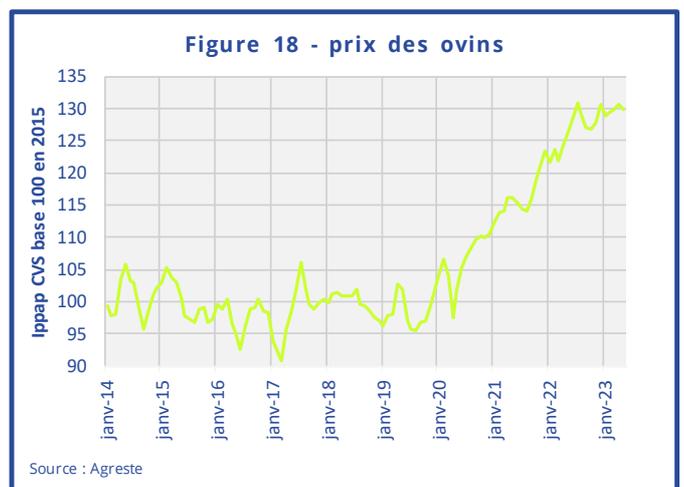
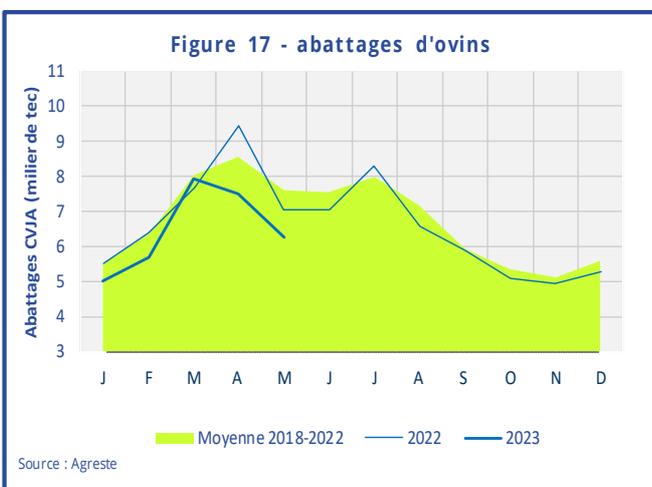
volumes de 2022 (- 16,8 %) et de la moyenne des cinq dernières années (figure 15), les ventes vers l'UE comme celles vers les pays tiers (Chine) poursuivant leur repli sur un an. En France, les prix du porc restent fermes en dépit d'une certaine détente liée à un pouvoir d'achat des consommateurs limité par l'inflation (figure 16). En mai, la hausse est encore de 26,3 % sur un an, après + 35,2 % en avril, et + 55,6 % en mars. Le prix de l'aliment pour porc, continue de ralentir en mars et avril (respectivement + 15,7 % et + 6,5 % sur un an) ; en mai, il s'établit même légèrement en deçà de 2022 (- 0,2 %).



Ovins : stabilisation des prix à des niveaux élevés malgré une demande peu dynamique

De mars à mai 2023, les abattages d'ovins (en poids) reculent fortement sur un an : - 10,2 % en moyenne (figure 17). La baisse des tonnages est particulièrement marquée en avril mais s'explique par le positionnement en début de mois en 2023 de la fête de Pâques au lieu de la mi-avril en 2022. Les abattages d'ovins de réforme comme ceux d'agneaux diminuent. Malgré une demande ralentie par la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, la France importe toujours plus de viande qu'en 2022, essentiellement en provenance du

Royaume-Uni, et à des prix élevés. La faiblesse des disponibilités explique l'évolution des prix ; ils se maintiennent à un niveau élevé, proches de ceux déjà hauts de 2022 (+ 3 % en mai) et bien supérieurs aux prix moyens 2018-2022 (+ 19,6 % en mai) (figure 18). En mars et en avril, la pression des coûts de production (aliments pour ovins) se fait moins forte (respectivement + 14,1 % et + 7,7 % sur un an) après + 19,8 % en février. En mai, ils deviennent même inférieurs à ceux de 2022 (- 0,6 %).

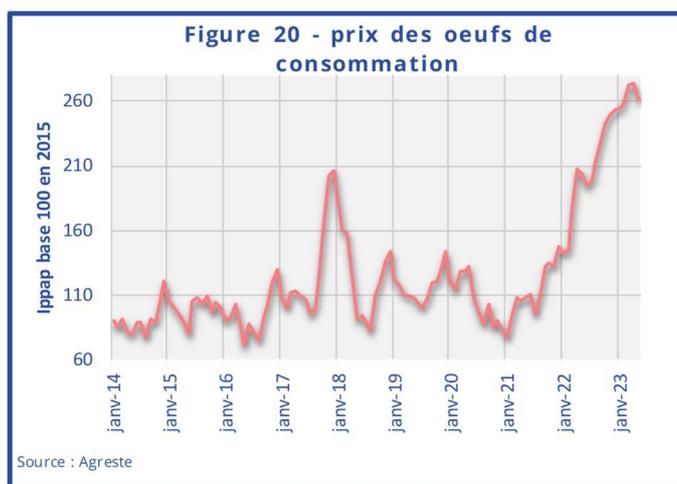
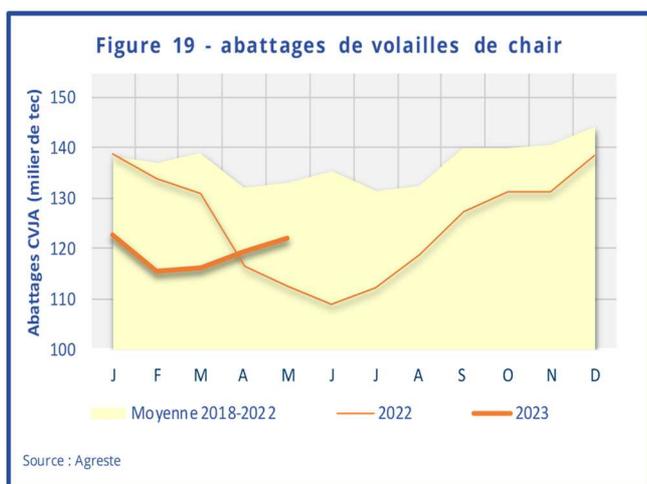


Aviculture : retour de l'épizootie d'influenza aviaire dans le Sud-Ouest alors que les mises en place de poussins de chair repartaient à la hausse

Au printemps 2023, les abattages de volailles de chair (en poids) se redressent, supérieurs de 2,5 % en avril et de 8,3 % en mai à ceux de 2022 (figure 19). Le rebond est particulièrement fort pour les abattages de canards à rôti (+ 22,0 % en mai) et surtout pour ceux de canards gras qui font plus que doubler en avril et mai. L'amélioration de la situation sanitaire au regard de l'épizootie aviaire a permis la reprise progressive des mises en place de poussins dans les élevages. Pour autant, à partir de la mi-mai, la filière est à nouveau confrontée à plusieurs foyers d'influenza aviaire dans le Sud-Ouest. Dans ce contexte, les prix à la production des

volailles de chair se stabilisent à un niveau élevé, bien supérieur à celui de 2022 (+ 12,4 % sur un an). Leur hausse reflète en grande partie l'augmentation du prix des matières premières utilisées en alimentation animale au sein d'une filière très intégrée.

Au printemps 2023, face au manque de poules pondeuses, la France importe en moyenne 15,6 % en plus d'œufs-coquille en poids qu'en 2022. Les prix à la production des œufs de consommation restent très hauts (figure 20). En mai 2023, ils sont encore supérieurs de 28,0 % à ceux de 2022.



Publiée à un rythme trimestriel (janvier, avril, juillet, octobre), cette lettre a pour objectif de fournir une vision synthétique et transversale de la conjoncture agricole.

Sources

- Estimations de production et de consommation calculées par le SSP
- Infos Rapides Prairies, Grandes cultures, Fruits, Légumes, Viticulture, Bovins, Porcins, Ovins, Aviculture, Lait, Coûts de production et Prix
- Données sur le commerce extérieur de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Données de consommation à domicile (Panel Kantar pour FranceAgriMer)
- Indice des prix à la production des produits agricoles (Ippap) calculé par le SSP pour les fruits et légumes frais, et l'Insee pour les autres produits
- Indice des prix des produits à la consommation des produits alimentaires (IPC) calculé par l'Insee
- Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) élaboré par l'Insee
- Données météorologiques fournies par Météo-France
- Indices Ipampa lait de vache – viande, calculés par l'Idèle (Institut de l'élevage)

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture
et de la Souveraineté alimentaire
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Flora Claquin
Rédactrice : Annie Delort
Composition : SSP
Dépôt légal : À parution
ISSN : 0246-1803
© Agreste 2023